

« Si on ne peut pas produire de spectacles à la rentrée, le pire s'annonce. » : le coronavirus, crash test pour le secteur de la culture »



Une enquête de Brigitte Salino et Michel Guerrin, dans « Le Monde »

La crise sanitaire a provoqué un violent coup d'arrêt dans le monde des arts et des spectacles, qui ne compte plus les événements annulés ou repoussés. Cinémas, librairies, théâtres et musées ne savent pas s'ils vont pouvoir tenir ainsi au-delà de l'été.

Tous les deux jours, Richard Patry va au cinéma. Le sien, à Elbeuf (Seine-Maritime), où il est né et habite, là où tout a commencé. Il l'a acheté à 24 ans avec l'argent des banques. A 55 ans, il possède 74 écrans, surtout en Normandie. Il a une tendresse pour son Grand Mercure. Il n'y a plus d'affiches dans le hall. Personne à la caisse. Il descend dans la grande salle, s'assoit au milieu. « Et là, parfois, je suis en larmes. » Pas un spectateur depuis le 14 mars. Quand il fait ses courses, il passe devant le bâtiment et croise son public, dans la rue, à distance.

Jean-Marc Pailhole pleure, lui aussi, quand il se rend dans son Cargo de nuit, une salle de concert de 350 places à Arles (Bouches-du-Rhône). « Dans le silence, j'entends la musique des concerts passés, j'entends les gens heureux, et je repars avec mon blues. » Jean-François Chougnat, lui, dirige le Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM), à Marseille : « C'est horrible, les œuvres sont comme abandonnées. » Parfois, il les prend en photo. Pour se donner du moral, il jette un œil sur le jardin qui surplombe la mer, « magnifique en cette saison ». Olivier Haber pilote la Seine musicale, salle de 6 500 places à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Il lâche : « Tous les jours, je fais le deuil des spectacles que j'annule. »

Il y a 2 000 cinémas en France, 2 500 salles de musique, 3 000 librairies, 1 200 musées, 16 000 bibliothèques, 1 000 théâtres. Un maillage du territoire unique au

monde. Des lieux en dur, comme on dit, où se retrouve le public toute l'année. Des lieux qui donnent le tempo de la France culturelle et tissent du lien social. « On se rend compte maintenant qu'ils sont précieux pour notre santé mentale », confie Jean-Marc Pailhole.

Ces lieux sont petits ou gros, privés ou publics, appellent le silence ou la clameur, mais leurs patrons se retrouvent dans cette phrase de Shakespeare, relayée par le metteur en scène Peter Brook et Olivier Mantei, directeur du Théâtre des Bouffes du Nord et de l'Opéra-Comique, à Paris : « **The readiness is all** ["il faut être prêt à tout"]. »

« De la sidération à la dépression »

Nous avons écouté une trentaine de ces directeurs. Pour comprendre ce qu'ils ressentent et ce qu'ils font. « *Je suis passé de la sidération à la dépression* », résume Richard Patry. Ils ont dû accepter des fermetures bien plus longues que prévu. Oublier les spectacles passés, qui marchaient fort, dit Olivier Mantei. Ecouter du chant grégorien, comme le fait Chris Dercon, président du Grand Palais, à Paris. Hervé Chandès, directeur de la Fondation Cartier pour l'art contemporain, relit Paul Virilio, qui a théorisé la notion d'accident planétaire, ou médite un bout de papier griffonné par l'artiste Raymond Hains : « *Aujourd'hui, c'est quand même formidable parce que c'est aujourd'hui.* »

Des directeurs touchés par le virus se soignent. Certains gagnent leurs lieux pour soutenir les rares agents sur place, qui multiplient les rondes pour prévenir les cambriolages ou les inondations, alors que d'autres veillent à ce que les œuvres ne soient pas infectées par des insectes. Les patrons de cinéma font tourner le projecteur numérique pour le maintenir en état. Les couturières de la Comédie-Française fabriquent des masques à la maison avec leurs machines à coudre, tandis que les soixante comédiens, « *des lions en cage* », qui perdent 40 % de revenus depuis qu'ils ne sont plus sur scène, jouent pour le site en ligne. Les danseurs et musiciens de l'Opéra de Paris, qui sont des sportifs de haut niveau, s'entraînent tant bien que mal chez eux ou ailleurs. Dans les jardins du château de Versailles, les plantations printanières vont bon train. A la Bibliothèque nationale de France, les 3 000 places de lecture sont désertes, mais la climatisation tourne pour protéger les 40 millions de documents. Beaucoup s'évertuent à rassurer les personnels, payés sans pouvoir travailler et qui imaginent « *un scénario de fin du monde* ».

Drôle de vie que d'attendre des jours meilleurs sans les voir venir. Depuis qu'Emmanuel Macron a parlé, le 13 avril, c'est la douche froide pour ceux qui pensaient rouvrir en avril, mai, juin ou juillet. Les patrons de grosses salles de concert disent déjà que l'automne sera périlleux. D'autres affirment que tant qu'il n'y aura pas de vaccin, donc pas avant 2021, les lieux culturels seront fragiles. Dix-huit mois de fermeture, c'est ce que recommande l'une des Académies régionales des sciences d'Allemagne pour les grandes salles de spectacle. Une éternité.

Septembre, le juge de paix

Aussi certains ont pris les devants avant même que M. Macron ne parle. Laurent Bayle, le patron de la Philharmonie, à Paris, a annulé tous les concerts dans sa salle de 2 400 places jusqu'à la fin août. Cyrille Bonin a fait de même pour Le Transbordeur (1 800 places), à Villeurbanne (Rhône). Olivier Haber ne voit pas comment accueillir la chanteuse Björk à la Seine musicale, fin juillet. « *Il faut oublier et avancer.* »

Les librairies surtout, les cinémas aussi, aux jauges plus modestes, s'accrochent aux branches et espèrent pouvoir ouvrir avant l'été. Et si c'était septembre ? « *Ne parlez pas de malheur !* », répond Richard Patry. L'expression « *small is beautiful* » est néanmoins une valeur en hausse. Les libraires font leur inventaire, rangent, rafraîchissent leur vitrine. Plusieurs en France déposent déjà un livre ou un petit paquet à leurs clients. « *On est prêt à ouvrir du jour au lendemain* », dit Rémy Ehlinger, qui tient la librairie Coiffard, à Nantes, et prépare aussi la rentrée littéraire. Comme les livres n'arrivent pas, il les lit sur ordinateur. « *Pas sur tablette, je déteste.* »

Le juge de paix des théâtres, après la trêve estivale qui a fauché Avignon, c'est septembre. « *Si on ne peut pas produire de spectacles à la rentrée, le pire s'annonce* », lâche Bertrand Thamin, président du Syndicat national du théâtre privé. « *Oui, mais nous sommes sur un fil* », confie Pierre-Yves Lenoir, codirecteur du Théâtre des Célestins, à Lyon.

Entendez : c'est bien beau d'ouvrir, mais dans quelles conditions pour le public, le personnel, les artistes, quand on sait que le virus raffole des lieux clos ? Le public se frôle, se touche, se parle, s'embrasse. Sur scène, les musiciens soufflent, les chanteurs hurlent, les choristes sont soudés, les comédiens s'enlacent, se battent, crient, postillonnent. « *On représente tout ce qu'il ne faut pas faire* », dit Stéphane Lissner, en pensant aux 2 700 places et au plateau immense et souvent foisonnant de l'Opéra Bastille. « *La culture incarne le partage physique et émotionnel* », ajoute Christian Thorel, de la librairie Ombres blanches, à Toulouse.

Le public reviendra-t-il ?

Il faudra faire avec des mesures barrières, variables selon l'art et la jauge, selon que le public bouge ou est assis. Ne pas oublier les personnels. Le groupe de protection sociale Audiens a confié au professeur François Bricaire une étude visant à édicter des règles sanitaires dans la culture. En fait, tous les lieux planchent déjà sur la question. Au Prodiss, syndicat qui réunit la filière musicale, les idées fusent, dont certaines finiront dans un plan pour l'automne : certificats de santé, prise de température, distribution de masques et de gel, sas de sécurité avant la salle, heures d'arrivée imposées, jauge réduite... « *Et pourquoi pas une prise de sang, tant qu'on y est, ou une interdiction aux plus de 60 ans ?* », raille un directeur de salle.

Car la question divise. Certains sont prêts à toutes les contraintes pour rouvrir, tel Jean-Marc Pailhole : « *Sinon on va devenir fous...* » D'autres s'interrogent. Il n'est pas évident, avec un masque, de communier avec une rock star. « *Comment imaginer un spectateur masqué tous les trois sièges alors que les comédiens ne le seront pas ?* », renchérit Eric Ruf, administrateur de la Comédie-Française. Comment imaginer des files d'attente de 300 mètres ? « *D'accord pour réduire la*

jauge des cinémas de 50 %, mais au-delà, ça n'a plus de sens », dit Richard Patry, qui préside aussi la Fédération nationale des cinémas français.

C'est le public qui décidera, en venant ou pas. Les millions de Français qui, pendant des mois, auront dévoré des films à la télévision ou à travers des plates-formes, en toute sécurité depuis leur salon et pour pas cher, prendront-ils le risque de la salle ? « *C'est ma plus grande angoisse* », répond Richard Patry. Un sondage répond oui, un autre non. Trop tôt pour savoir.

Cela dépendra aussi du porte-monnaie des Français, alors que la récession et le chômage pointent. Mais aussi de l'offre des lieux culturels. Au début du confinement, on a cru que les fermetures du printemps provoqueraient un engorgement à l'été et à l'automne. Aujourd'hui, c'est le contraire qui se profile. Une grande partie du secteur culturel est portée par des stars souvent étrangères, dépendant d'une chaîne mondialisée, lourde, coûteuse et risquée. Leur pénurie se profile jusqu'à décembre. Si, en plus des avions qui ne volent pas, le déconfinement varie d'un pays à l'autre...

« On n'aura pas les blockbusters cet été »

Prenons l'exemple du cinéma. « *Pour une vraie reprise, il faudra des films forts. Pas sûr que nous les aurons* », s'inquiète François Aymé, président de l'Association française des cinémas d'art et essai. « *On n'aura pas les blockbusters cet été* », ajoute Richard Patry, citant uniquement *Mulan*, de Niki Caro, produit par Disney, dont la sortie a été repoussée de mars à juillet, et *Tenet*, de Christopher Nolan, programmé pour le 22 juillet. Un autre film Disney, *Raya et le dernier dragon*, est même reporté à 2021. Et puis, plusieurs films qui devaient être tournés au printemps ne seront pas prêts pour l'automne. Et même s'il y aura le 25e James Bond, qui ne sortira finalement qu'en novembre, « *le succès des salles reposera surtout sur des films français de qualité* », veut croire François Aymé.

C'est encore plus problématique pour les salles de musiques populaires. Les très grosses ont fait une croix sur les pointures mondiales et les tournées maousses, comme celles de Madonna ou Elton John. Les moyennes sont également en mal de stars. « *L'automne sera très dur car tout est à l'arrêt, plus personne ne prend le risque de programmer* », dit Olivier Haber, patron de la Seine musicale. Même constat pour Cyrille Bonin, celui du Transbordeur. « *Comme toutes les salles de mon rang, je ne vois pas comment programmer mes 70 dates de septembre à décembre, qui sont pourtant des mois cruciaux. Je peux prendre un jeune groupe lyonnais, mais le public viendra-t-il ?* »

Et puis, de gros spectacles ne seront pas prêts à la rentrée, faute d'avoir pu répéter pendant l'été. C'est le cas de *Starmania*, prévu à la Seine musicale du 22 septembre au 31 décembre. 100 000 billets déjà vendus. Mais Olivier Haber juge « *irréaliste* » de pouvoir ouvrir à cette date. Dans un autre genre, *La Walkyrie*, de Wagner, doit être donnée fin novembre à l'Opéra de Paris. C'est loin, novembre, mais des répétitions étaient prévues cet été. « *On va avoir un gros problème* », commente Stéphane Lissner.

La rentrée littéraire sera elle aussi allégée. Quant au paysage des expositions temporaires, il s'appauvrit de semaine en semaine. Le coup est rude quand on sait qu'elles tirent la fréquentation des musées. L'été pourri a déjà eu raison de

« Pharaons superstars », prévue au MuCEM de Marseille jusqu'au 17 août, et aussi du sulfureux artiste anglais Damien Hirst, qui devait exposer à la Fondation Cartier pour l'art contemporain, à Paris.

Le match des milliardaires repoussé

L'automne suit la même spirale négative. On s'attendait à un match de haut vol entre les frères ennemis de l'art contemporain, les milliardaires François Pinault et Bernard Arnault. Mais l'inauguration de la Collection François Pinault, logée dans la Bourse du commerce, au cœur de Paris, qui devait d'abord avoir lieu en juin avant d'être reportée à la mi-septembre, vient d'être décalée à nouveau, au printemps 2021. Les finitions du bâtiment, « gelées » par le confinement, les incertitudes et un accueil du public à repenser expliquent le report d'un site que son directeur, Martin Bethenod, qualifie joliment de « *Belle au bois dormant* ».

En octobre, Bernard Arnault prévoit toujours dans sa Fondation Louis-Vuitton, au Bois de Boulogne, et pour cinq mois, l'exposition de toutes les promesses et de tous les dangers, soit la collection Morozov (Picasso, Renoir, Matisse, Monet...), conservée dans trois musées russes. Un gros pari : dépenser des millions d'euros en espérant les retrouver avec la billetterie. Bref, il s'agit de rééditer « le coup » magistral de la **collection Chtchoukine**, 1,2 million d'entrées en 2016 et 2017. Mais les conditions ne seront plus les mêmes. « *Il faut s'adapter pour exister*, explique Jean-Paul Claverie, qui conseille Bernard Arnault. *On retravaille la scénographie pour fluidifier les foules, il y aura des réservations obligatoires, on ouvrira tôt le matin et on fermera tard le soir. On y croit ! Il faut retrouver de l'optimisme !* » On peut néanmoins se demander si la date sera maintenue, d'autant qu'une quinzaine de convois sont prévus entre la Russie et la France pour faire venir les œuvres. L'automne est bien la saison de tous les dangers. Être fermé sera dramatique. Mais être ouvert peut l'être aussi. Le scénario catastrophe ? Faire venir à la Philharmonie des chefs et orchestres à des coûts importants qui se produisent devant une salle pleine à 70 % ou 80 %, le public étant rebuté par les mesures barrières ou une deuxième vague de contagion. « *On se retrouve vite avec 2 ou 3 millions d'euros dans la vue* », dit Laurent Bayle.

D'autant que le public du théâtre, du classique ou de l'opéra est en bonne partie constitué des aînés qui, comme le pense Stanislas Nordey, pourraient faire défection. « *Ils vont nous manquer et on va leur manquer* », ajoute le directeur du Théâtre national de Strasbourg. Même crainte pour les théâtres privés où, en plus, les acteurs sont souvent des séniors, affirme Bertrand Thamin : « *Auront-ils le droit de jouer ?* »

Un boulot « déprimant »

Avec un printemps rayé de la carte culture, un été meurtri et un automne périlleux, tous les patrons de musées et de salles de spectacle revoient les agendas. « *Un boulot dingue et déprimant* », entend-on partout. Annuler ou reporter ? C'est le dilemme. Annuler est plus facile, mais douloureux et coûteux. Reporter l'est moins, mais c'est épuisant et incertain. Parfois, il n'y a pas le choix, tant les calendriers des lieux et des artistes sont chargés.

Les musées reportent souvent. La Réunion des musées nationaux, à Paris, travaille sur 25 expositions en même temps. Complicé. Complicé aussi, cafardeux surtout, pour les nombreux musées qui ont travaillé trois ans sur une exposition accrochée au mur à la mi-mars et fauchée par le virus. C'est le cas de « Picasso, baigneuses et baigneurs », au Musée des beaux-arts de Lyon, qui a coûté 1 million d'euros sur les 1,7 million dont le musée dispose pour sa programmation annuelle. « *J'y vais tous les jours, c'est affreux* », dit la directrice, Sylvie Ramond, qui envoie régulièrement au personnel, de son ordinateur, une image commentée parmi les 150 œuvres au mur.

Sylvie Ramond a surtout obtenu du principal prêteur, le Musée Picasso de Paris, de pouvoir garder les œuvres jusqu'au 24 août. Elle voudrait plus longtemps, tant elle sait l'été menacé. La Philharmonie a également prévu pour l'été une exposition du maître espagnol et voudrait la prolonger. Pas simple pour le Musée Picasso de dire oui à tout le monde, alors qu'il avait 1 200 œuvres hors les murs à l'heure du confinement. « *On a fait tourner les ordinateurs et joué au chamboule-tout, ça épuise* », dit son président, Laurent Le Bon.

Et puis, tous les lieux culturels voient l'argent s'évaporer à mesure que les jours passent. « *La période est un crash test* » pour la culture, ajoute Laurent Le Bon. D'autant que personne n'était assuré pour une imprévisible pandémie. Le ministère de la culture leur a demandé de chiffrer les dégâts en plusieurs scénarios. Chacun brandit des millions, qui sont plus des pertes d'activité que des pertes d'argent, oubliant aussi les économies faites. Reste que l'ardoise globale des lieux culturels sera lourde, dépassant le milliard. Sans parler d'autres acteurs culturels, souvent plus touchés, artistes et auteurs en premier, techniciens, associations de proximité et une ribambelle de métiers.

Souffrances comparées

La vraie question, pour ces lieux en dur, c'est de savoir qui va souffrir le plus et qui est vraiment menacé. Olivier Mantei, qui dirige à la fois un lieu public bien subventionné, l'Opéra-Comique, et un privé qui l'est très peu, le Théâtre des Bouffes du Nord, à Paris, cerne trois cas de figure : « *Les établissements subventionnés à 70 % et plus vont bien tenir, car ils ont de quoi payer leurs frais fixes. Ceux qui sont autour de 50 % de subventions résisteront tant bien que mal. Ceux dont la subvention est très largement sous les 50 % vont souffrir.* »

Dans le premier cas, on trouve la Comédie-Française, le Théâtre national de Strasbourg, ou la Bibliothèque nationale de France, qui vivent en très grande partie de l'argent de l'Etat. On trouve aussi des milliers de lieux (musées, opéras, théâtres, bibliothèques, certains cinémas) financés, eux, par des villes. « *Ce modèle de service public, où la billetterie n'est pas centrale, restera solide* », parie Sylvain Amic, directeur de plusieurs musées à Rouen et en Normandie. Leur seul risque, à tous, est de voir leur subvention rognée, tant l'Etat et les villes seront submergés par les urgences à cause du virus. « *A nous de nous débrouiller avec nos riches collections si on perd des crédits* », répond Sylvain Amic.

Deuxième cas, les nombreux lieux « mixtes » – à peu près autant de subventions que de ressources propres (billetterie, location d'espaces, mécénat). Les marques les plus connues, souvent à Paris, en font partie : Opéra de Paris, Louvre, Centre

Pompidou, Philharmonie... L'arrêt de la billetterie va les fragiliser. Avec circonstances aggravantes pour l'Opéra de Paris, qui a de grosses charges fixes, perd beaucoup d'argent quand il est à l'arrêt et a déjà vu s'envoler 18 millions d'euros lors des grèves contre la réforme des retraites. Ces établissements publics n'ont pas droit au chômage partiel et doivent payer leurs salariés – un coût sévère si ça dure jusqu'à Noël. Ils devront sans doute serrer leurs frais, abandonner des projets, privilégier les plus rentables. Mais certains ont un fonds de roulement pour tenir. Et ils sont trop prestigieux pour chanceler, d'autant plus pour disparaître. Le troisième cas est le plus inquiétant. Dans le public, il y a le Grand Palais, autofinancé à 85 %, ou le château de Versailles, à 70 %. Versailles, qui vend jusqu'à 30 000 tickets par jour en août, et dont 80 % du public est étranger – on ne le reverra pas de sitôt –, prévoit 80 millions de pertes d'activité d'ici à décembre. Mais les salaires sont payés par l'Etat, qui ne le lâchera pas. Ni le Grand Palais.

Non, l'inquiétude vise d'abord le secteur privé – librairies, cinémas, théâtres, galeries d'art, musées, salles rock ou clubs de jazz. Leur personnel est souvent en chômage partiel, mais sans vente de billets ou de livres, ces lieux peuvent rarement payer les charges. Et leur trésorerie est souvent exsangue.

Grands travaux mis en sommeil

Le Prodiss estime à 590 millions d'euros les pertes de chiffre d'affaires des musiques populaires de mars à mai. La suite sera pire. « *La déflagration sera massive tant des salles sont fragiles* », dit Malika Segueineau, directrice du Prodiss. « *Le Transbordeur tiendra jusqu'à début septembre, après je ne sais pas* », affirme Cyrille Bonin, inquiet pour les salles plus petites que la sienne. Et que feront les actionnaires des très grosses ? « *Le producteur à gros cigare qui s'en met plein les poches, c'est fini depuis longtemps* », dit Olivier Haber.

Les 1 200 cinémas privés sont dans la même galère, avec 300 millions de pertes d'activité à la fin mai. François Aymé ajoute que les deux premiers mois de 2020 ont été « *effroyables* » (moins 24 % de fréquentation). Les salles d'art et d'essai et celles situées au centre des villes reçoivent des aides spécifiques, mais pas de quoi éviter de voir les finances plonger dans le rouge si le confinement dure des mois. Sans recettes, le rouge arrivera en mai pour la plupart des théâtres privés, affirme Bertrand Thamin. Antoine Mory, qui travaille pour les six théâtres parisiens de Jean-Marc Dumontet, ajoute que la scène privée ne tient que lorsqu'elle joue longtemps la même pièce. « *Des spectacles ont été stoppés net par le confinement. Nous sommes assez solides, mais d'autres théâtres pourraient disparaître.* » Notamment, selon Bertrand Thamin, « *ceux qui ont subi un ou deux bides avant le virus* ».

Pour les libraires, l'Association pour le développement de la librairie de création a dû dégager en urgence 5 millions d'euros. « *On va avoir beaucoup de demandes* », prédit Didier Grevel, son directeur. Dans son enseigne nantaise, Rémy Ehlinger a perdu 140 000 euros de chiffre d'affaires sur le mois de mars. Il dit pouvoir tenir jusqu'à septembre. Mais les librairies, pilotées par des passionnés, souvent assises sur un stock solide, font de la résistance depuis si longtemps...

Trois cas de figure donc, mais aussi un avantage pour les lieux publics sur les lieux privés. Sauf que les premiers, sur un point précis, pourraient souffrir fort : des travaux

de construction et de rénovation pourraient être décalés par un Etat désargenté et des mécènes introuvables. Ce qui n'est pas sans poser problème. Le Grand Palais doit fermer en janvier 2021 pour une rénovation chiffrée à 466 millions d'euros. « *Je n'imagine pas un abandon, car ces travaux sont indispensables* », dit Chris Dercon. D'autant que le bâtiment doit servir aux Jeux olympiques de 2024. La Bibliothèque nationale de France, dont les rayonnages seront saturés en 2023, attend un nouveau bâtiment, construit hors de Paris, pour 90 millions d'euros. Le Centre Pompidou pourrait fermer en 2023 pour trois ans, afin de bénéficier d'une cure de jouvence chiffrée à 200 millions. Versailles doit trouver 10 millions chaque année pour son entretien, et son corps central nord attend une rénovation estimée à 100 millions d'euros. Que vont devenir tous ces projets ?

Personne n'imagine pourtant le modèle culturel français s'écrouler, à la différence des Etats-Unis, où 10 000 musées sont menacés de faillite et où la plupart des 50 000 employés des salles de cinéma sont au chômage sans indemnités. Certains disent même, à l'instar de l'économiste Jean-Michel Tobelem, que le virus est le signe que la chaîne culturelle doit aller vers plus de « *sobriété* ». Pourquoi pas une offre plus modeste, qui ne cherche plus les foules, et made in France ? Nos responsables y songent, mais ils pensent encore plus, au-delà de multiples aides sectorielles, au grand plan de relance annoncé par Emmanuel Macron. La culture en sera, mais à quel niveau ? « *Elle n'est plus une priorité depuis longtemps, et elle doit le redevenir* », demandent Olivier Mantei et Stéphane Lissner. Ce n'est pas gagné.

Michel Guerrin
Brigitte Salino